

*Komisyon Episkopal Nasyonal Jistis ak Lapè*  
*Commission Episcopale nationale Justice et Paix*

*Réalité des groupes armés*  
*dans le pays*

*Groupe de Recherche et de Réflexion*  
*Jilap National*



*Port-au-Prince, Juin 2005*

## Introduction

Après un arrêt d'un an, le Groupe de Recherche et de Réflexion de la Commission Justice et Paix reprend ses activités. Le bouleversement que connaît le pays et l'absence de quelques anciens collaborateurs explique cette contrariété.

Notre première rencontre a été consacrée aux problèmes des groupes armés et l'insécurité dans le pays. Le phénomène frappe toutes les catégories sociales. Le Gouvernement et la Minustah (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti) se montrent impuissants devant le phénomène. La société ne sait plus à qui saint se vouer. Tous se plaignent, mais la société n'a pas la capacité de mobilisation ou de réponse.

De leur côté, les organisations des droits humains n'apportent pas d'éclairage. Elles ne développent aucun programme d'assistance aux victimes. En plus de la division sociale que connaît le pays, les groupes armés et les actes de violence introduisent une division géographique dans la société.

Comment comprendre le phénomène des groupes armés et les actes de violence ? Quel est le défi qu'ils lancent à la société ? Ce sont quelques questions auxquelles le Groupe de Recherche et de Réflexion de Jilap essaie d'apporter une réponse partielle.

Nous vous souhaitons bonne lecture. Songez : nous sommes toujours heureux de recevoir vos commentaires et idées sur ce qui est exprimé dans ce texte. Vous pouvez également faire usage de hppt ://www.forumcitoyen.org.ht, cliques Jilap et cherchez forum échange.

## **Quelle solution apporter aux groupes armés et aux actes de violence dans le pays ?**

Depuis plus d'une année, la réalité de violence s'est aggravée dans le pays. L'insécurité semble bien sans fin. De nouvelles formes se développent comme le kidnapping et installent la crainte dans toutes les couches sociales. Mais le pire dans la situation, c'est parce que des groupes armés contrôlent des quartiers entiers sous le regard de l'Etat et de la Minustah, la Mission des Nations Unies qui a comme mission de stabiliser le pays.

Différents acteurs accusent la *Fanmi Lavalas* d'être à l'origine de cette situation. Ainsi, les différents groupes à l'œuvre dans les quartiers populaires porteraient une étiquette politique. Ces groupes armés jouiraient du support financier et matériel des puissants de Lavalas dans le pays et à l'étranger.

Le Groupe de Recherche et de Réflexion pense que la situation est plus complexe. Parce que, quand on regarde attentivement ce qui se passe dans les quartiers, on observera que sous le contrôle de ces groupes armés, toutes sortes d'actes criminels et de trafics sont en train de se développer. Personne ne peut prétendre que Lavalas détient le monopole du trafic de la drogue, du vol de voitures ou des enlèvements de personnes. Il faut analyser et chercher à bien comprendre le phénomène des groupes armés et des actes de violence. Sinon, Lavalas deviendrait un fourre-tout qui couvrirait les agissements criminels de plusieurs secteurs sociaux, économiques et politiques dans le pays. Le Groupe de Recherche et de Réflexion pense qu'il faut se consentir trois efforts majeurs :

- En premier lieu, il faut bien saisir ce qu'on appelle un groupe armé, et bien cerner sa réalité.
- Le deuxième effort, c'est d'identifier les causes qui ont permis leur apparition.

- Le troisième, c'est d'essayer de formuler des propositions ou des solutions pour sortir de cette source de souffrances que sont les groupes armés et les actes de violences.

## **1.- La réalité des groupes armés dans le pays**

Le Groupe de Recherche et de Réflexion de Jilap (GRR) fait plusieurs constats, que plusieurs personnes qui opinent sur la violence dans le pays semblent oublier.

**Un premier constat:** Les groupes armés et les actes de violence n'existent pas seulement à Port-au-Prince et dans les quartiers populaires. La réalité est de taille nationale. La force de police est pratiquement absente des sections communales. Plusieurs groupes dans les sections communales possèdent des armes (voyons par exemple à Les Palmes et Fonds Baptiste). Les armes créoles sont en pleine expansion (voyons ce qui se passe dans les sections communales de Gros Morne). Les attentats sur la vie et les biens des populations sont légion. Le grand problème est que la presse et les organisations des droits humains ne s'efforcent pas de connaître ces actes criminels. Les acteurs sociaux et politiques puissants n'en parlent pas, parce que les victimes ne sont pas de grande importance sociale.

**Un deuxième constat :** Ceux qui en ont les moyens économiques, organisent leurs propres groupes armés pour assurer la protection de leurs vies et biens. C'est pourquoi les compagnies privées de sécurité fleurissent. Dans certaines grandes entreprises, les armes entre les mains des agents de sécurité sont illégales. L'Etat perd son contrôle sur les compagnies privées de sécurité. L'Etat ne dispose pas des moyens pour contrôler la gestion et l'utilisation des armes de tous calibres qui se trouvent entre les mains des agents de sécurité.

**Un troisième constat:** Les trafiquants de la drogue ont presque investi l'ensemble de la société. Ils se trouvent dans tous les secteurs : économique, commercial et politique. Les trafiquants de la drogue contrôlent la justice et la police. Cela signifie que les groupes armés liés à la drogue peuvent s'assurer de la complicité dans tous les secteurs et dans presque toutes les institutions. Le trafic de la drogue ne fonctionne pas sans les armes, le crime et la violence.

Ces constats expliquent le bouleversement de notre société aujourd'hui. Pour comprendre la nature des groupes armés, il faut arriver à établir ce qu'est leur motivation principale, tout en se rappelant que ces groupes sont loin d'être traversés par une seule motivation.

**Une première série de groupes armés sont ceux qui ont principalement une motivation politique.** Les plus actifs parmi ces groupes sont :

- Les bases de Lavalas. Ces groupes opèrent surtout dans les quartiers populaires de Port-au-Prince. Un réseau national et international les soutient. La faiblesse de ces bases est l'absence de support réel de la part des populations qui vivent dans les quartiers populaires, parce que ces populations sont les premières victimes des actes de violence qui s'y développent. De leur côté, l'Etat et la société abandonnent les populations des quartiers populaires qui sont sous le contrôle de ces bases et groupes armés.
- Les groupes armés des anciens militaires. Les forces politiques traditionnelles soutiennent ces groupes. Ils reprennent une revendication politique qui est le retour de l'armée d'Haïti. Mais en réalité, ces groupes armés sont un outil au service des forces politiques et sociales qui n'ont jamais accepté une vraie participation populaire dans le domaine politique. Ces groupes sont liés aux partis

politiques traditionnels qui occupent de nos jours un grand nombre de postes importants dans le pouvoir étatique.

**Une deuxième série de groupes armés, c'est ceux qui ont le trafic de la drogue et la criminalité comme principale motivation.**

Ces groupes ne se déclarent pas ouvertement. Il est difficile de connaître leur nombre et leur répartition à travers le pays. Toutefois, 5 points semblent clairs :

- Chaque cartel de drogue actif dans le pays soutient des groupes armés pour protéger ses intérêts criminels.
- Plusieurs de ces groupes sont enracinés dans la police nationale et contrôlent le trafic des armes.
- Un nombre de ces groupes disposent de leurs propres partis politiques qui représentent leurs intérêts criminels sur la scène politique.
- Ces groupes armés connaissent et dominent des réseaux de corruption qui sont actifs dans l'appareil judiciaire (juges et avocats).
- Ces groupes armés disposent d'importantes ressources financières. Ils ont des liens serrés avec les milieux économiques.

Il faut comprendre que la motivation de chacune de ces catégories revêt seulement un caractère principal. Des activités criminelles traversent les pratiques des deux catégories de groupes, qui commettent des kidnappings, vols de voitures et assassinats. Mais, ce qui est plus difficile à comprendre, c'est l'alliance ou le mariage de ces groupes entre eux dans la pratique sur le terrain. Prenons comme exemple : plusieurs chefs de gangs ou de groupes armés au Bel Air se déclarent ouvertement des partisans de Lavalas, cela fait moins d'une année. Auparavant, ils vendaient de la drogue pour leurs patrons. De la même façon, plusieurs de ces groupes qui

opèrent au Bel Air ne sont pas constitués de gens du Bel Air, mais des gens de Cité Soleil.

## **2. Quels sont les facteurs qui encouragent l'existence des groupes armés ?**

Pour répondre à cette question, il faut avoir à l'esprit deux principes. **D'abord, dans chaque pays, l'Etat, et lui seul, doit contrôler et détenir le contrôle de la violence légitime. Le deuxième principe est celui-ci : si dans un contexte donné diverses autres formes de violence apparaissent, cela représente un défi pour l'Etat et pour toute la société.**

Pour répondre à la question, nous allons considérer les facteurs qui sont à la base de l'existence des groupes armés à deux niveaux : le niveau structurel et le niveau conjoncturel.

Au niveau structurel, il faut indiquer les trois éléments suivants :

**Premièrement, il y a la crise de l'Etat et du système politique traditionnel.** Le modèle de l'Etat mis sur pied par la première occupation américaine de 1915 est épuisé. Il faut construire un autre modèle d'Etat. Cette urgence prend trop de temps. La responsabilité pour construire un autre modèle d'Etat revient aux Haïtiens eux-mêmes. Mais, depuis 1986, les puissances étrangères ont pris le contrôle total des affaires politiques du pays. Depuis ce moment, on va de mal en pis. Le changement de l'Etat exige également le changement du système politique haïtien. Il faut établir un nouveau cadre qui définit de nouveaux rapports entre les classes sociales, entre les citoyens, et entre les citoyens et ce pays qui s'appelle Haïti.

**Le deuxième facteur est la crise des rapports socio-économiques.** D'une part, le système d'exploitation systématique

ne peut plus se reproduire ; d'autre part, les masses populaires sont épuisées. Cela crée une situation qui facilite l'apparition de groupes armés. S'il n'y a pas une mobilisation et une réponse conséquente de la part de la société, les conditions vont se créer pour perpétuer et reproduire leur présence.

**Le troisième facteur concerne la crise sociale et culturelle.**

Notre société vit une crise morale et éthique. Les medias promeuvent une série de valeurs sociales (possession de belle maison, de voitures luxueuses, ...) qui ne correspondent nullement avec les conditions matérielles de vie des gens dans le pays. Notre société n'organise et ne garantit du travail pour aucune personne, mais elle encourage la possession de richesses. Mener une vie facile, réaliser beaucoup d'argent en peu de temps dans toutes sortes de trafic remplace le travail et l'effort. La jeunesse ne voit aucun avenir devant lui. Les familles sont en crise. Les racines culturelles du peuple qui se disloquent laissent la société sans aucune direction. La drogue et la prostitution prennent le devant.

**Au niveau conjoncturel, nous identifions 3 grandes explications** qui mènent dans la réalité des groupes armés et la violence actuelle.

**Une première grande raison, c'est cette influence illimitée des puissances étrangères sur la politique du pays.** Dans un espace de dix ans, le pays a connu deux interventions étrangères. Chaque fois, la situation du pays s'est empirée. Les problèmes du pays, ce sont les Haïtiens qui ont le devoir de les résoudre et qui doivent se montrer capables de le faire.

**La deuxième raison vient de la façon dont les différents secteurs (économiques et politiques) du pays continuent à exploiter les mauvaises conditions de vie du peuple.** Cette mauvaise pratique vient surtout des politiciens Lavalas, mais, en ce

moment, d'autres secteurs politiques la pratiquent également. Il est dangereux de nourrir de faux espoirs dans une population. Voilà ce que les politiciens et groupes sociaux économiquement puissants continuent à faire.

**La troisième raison c'est la faiblesse de toutes les organisations qui constituent le corps social.** Certaines institutions traditionnelles comme l'armée ont disparu ; d'autres, comme les églises, ont perdu beaucoup de leur influence antérieure. Les différents secteurs sociaux, comme les travailleurs et paysans, n'ont pas réussi à mettre sur pied des organisations à caractère national avec une réelle capacité de mobilisation. Nous constatons aujourd'hui, l'incapacité de la société de clairement faire valoir ses problèmes. Elle n'a pas de capacité pour formuler des propositions. Elle ne dispose pas d'organisations représentatives qui peuvent tracer de nouveaux chemins. Nous sommes en face d'un vide social, d'une faiblesse institutionnelle et organisationnelle généralisée.

### **3. Quelle réponse donner aux groupes armés et aux actes de violence ?**

Le Groupe de Recherche et de Réflexion n'a pas de recettes ou de solutions toutes faites à offrir. La situation actuelle est le résultat d'un processus. Il faut faire de bons choix pour trouver une à cette impasse.

**La première réponse concerne l'approche même du problème. Nous devons considérer la question des groupes armés et des actes de violence comme un problème national et une priorité sociale.** Toute compréhension et toute recherche de solution doit considérer les 2 niveaux dont nous avons parlé : le conjoncturel et le structurel. Il faut poser le problème à fond, dans sa réalité actuelle, son évolution et la possibilité de sa disparition.

**La deuxième réponse concerne la question de l'Etat.** L'Etat national est un Etat fantôme qui n'a pas la capacité de résoudre aucun problème sérieux. La présence de troupes étrangères ne devrait pas masquer cette réalité fondamentale. La réalité des groupes armés et des actes de violence devrait être une occasion de plus pour se demander : Quel est le nouvel Etat dont nous avons besoin ? Pour quel nouveau pays ? Il faut sortir du piège conjoncturel « élection / Lavalas », pour commencer à résoudre les gros problèmes auxquels le pays est confronté.

Les groupes armés et les actes de violence touchent surtout les quartiers populaires et les zones rurales. Mais la société doit veiller à ne pas accentuer davantage la réalité de la marginalisation dans le pays. Les divisions économiques et sociales sont déjà trop criantes, pour qu'une division géographique viendrait s'y ajouter. Il n'est pas acceptable pour qu'il y ait des quartiers contrôlés par des groupes armés où la violence quotidienne fait ravage. Si la société ne s'oppose pas à une telle situation, un avenir plus sombre l'attend.

**La troisième réponse se base sur la lutte nécessaire contre le phénomène de l'insécurité dans le pays.** Un préalable qui s'impose est la lutte contre le « *kase fèy kouvri sa* », ou le laisser faire, laisser aller. Il est impossible de contrer les groupes armés et les actes de violence dans le pays, si cela n'entre pas dans une lutte globale contre l'impunité. Les groupes armés jouissent de la complicité de divers secteurs économiques, politiques et étatiques. Il ne faut pas seulement combattre les bandits qui portent des armes dans les rues. Il faut faire la lumière sur toutes les responsabilités, sur tous les réseaux criminels qui sont à l'oeuvre. Aujourd'hui le pays ne dispose même pas d'un service de renseignement et d'information. La justice n'a pas les moyens pour faire des enquêtes.

Le gouvernement dépense des fortunes pour la police, le ministère de l'intérieur et le primature pour obtenir des informations. Mais, tous constatent que c'est sans aucun résultat. Il est clair que cet argent alimente la corruption et entre dans les poches des fonctionnaires.

Du côté du secteur des droits humains, très peu d'effort a été fait pour aider la société à comprendre la question des groupes armés et la violence. Ce secteur développe peu de solidarité concrète avec les populations qui vivent dans les quartiers contrôlés par les groupes armés. Ainsi il dispose de peu d'informations sur ce qui s'y passe. Il n'arrive pas à proposer des stratégies qui dépassent la répression, comme exigé par de nombreux secteurs sociaux et politiques. Devant les groupes armés et les actes de violence, le secteur des droits humains se trouve dans une impasse.

La société elle-même ne voit pas d'issue. Elle n'arrivera pas à construire une capacité de mobilisation face au phénomène, tout autant que ce sont des forces étrangères qui déterminent les choix politiques et sécuritaires.

##

*Cette publication par le GRR de Jilap est rendue possible grâce au concours de Misereor et de l'Union européenne. Jilap est le seul responsable du contenu des textes.*